

RENCONTRE SUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL À BOUIRA

Quatre mois pour rattraper le retard

Secouer le cocotier en matière de développement et rattraper le retard accusé par la wilaya, sous l'ère de son prédécesseur, sont les objectifs que M. A. Bouguerra, le nouveau wali de Bouira, s'est tracés depuis son installation en juillet dernier.

Au fil des jours et à travers ses multiples sorties, cette voie tracée est confirmée par les différents responsables et on apprend de plus en plus sur le sort des différents projet PCD et PSD inscrits dans le cadre des différents programmes et qui sont, malheureusement, non concrétisés, au grand dam des citoyens qui n'ont pas cessé d'espérer des lendemains meilleurs. En effet, jeudi dernier, les maîtres d'ouvrages, les entreprises, les bureaux d'études, les présidents d'APC et les directeurs de l'exécutif de la wilaya, se sont rencontrés dans la grande salle de spectacle de la future Maison de la culture de Bouira, pour débattre du développement local.

Cette rencontre a permis d'écouter tout ce qui était par le passé censuré et négligé dans le discours officiel des autorités locales et tout ce qui était camouflé par les salamalecs et les courbettes de responsables qui ont la charge de gérer les affaires des citoyens et de concrétiser sur le terrain les différents programmes.

Chiffres à l'appui, le premier responsable de la wilaya a dit les mots qu'il fallait, sans ambages et en usant de fermeté par rapport

aux décisions et engagements qui ont été pris jusque-là afin de compenser le retard, pour signifier qu'il ne tolérerait plus d'erreurs, aux différents échelons et services de l'administration, ainsi que de la part des partenaires économiques, qui engendrent la stagnation et la perte de certains projets qui ont une grande importance pour la wilaya.

Dans ce sens, le wali a déploré le fait que la salle où se déroulaient les travaux de ladite rencontre fait partie de l'unique et nouvelle Maison de culture de Bouira qui est un joyau architectural, dont le projet a été inscrit il y a six ans et sur le point d'achèvement, mais dont la construction ne dispose pas encore de permis de construire, «donc illicite sur le plan réglementaire».

Le même responsable a parlé aussi d'entrepreneurs qui font intervenir des tierces personnes auprès des différentes directions, pour être payés sur une situation relative à des travaux réalisés, ou encore d'entreprises qui ne sont pas payées depuis plus d'une année à cause des lenteurs bureaucratiques ou encore de certaines autres entreprises qui font

des travaux non conformes aux normes de construction et qui parviennent pourtant à se faire payer sans être inquiétées par la suite.

En somme, de nombreux cas sont cités pour prouver que les projets sont mal gérés par les bureaux d'études, les maîtres d'ouvrages, l'administration et les différents services de contrôle, car selon lui, dans l'élaboration des cahiers de charges pour les différents marchés, le facteur n'est pas bien intégré.

D'après les statistiques établies, à travers la wilaya, il y a 155 projets, inscrits entre 2005 et 2007 en PCD qui n'ont pas été lancés, la majorité de ces projets concernent la réalisation de routes, l'AEP et d'autres infrastructures. Pour les programmes sectoriels (PSD), 175 projets sont dans la même situation ou en voie de lancement, les retards affectent notamment les secteurs de l'éducation et l'habitat, où il est enregistré le non-lancement de 12 CEM et d'un lycée, ainsi que 2000 logements sociaux locatifs. Tous programmes confondus, ces projets représentent, selon le responsable de la wilaya, une enveloppe allouée en crédit de paiement de 25 milliards de dinars, dont trois seulement ont été consommés, ce qui équivaut à un taux de 14%. «C'est le plus faible taux au niveau national et on est loin des 33% qui est la moyenne nationale en matière de consom-

mation des crédits engagés pour la réalisation des différentes opérations.

Concernant les atouts de la wilaya, le même responsable a fait état de 600 entreprises dans les différents domaines classées de la catégorie 1 jusqu'à 8, mais la majorité de ces dernières vont vers les autres wilayas et refusent de soumissionner dans des projets inscrits dans la wilaya, notamment dans les localités rurales, où plusieurs marchés infructueux sont enregistrés.

Paradoxalement, le wali a indiqué que la wilaya dispose d'une qualité meilleure en matériaux de construction, dont les agrégats et les carrières de sable qui sont du premier choix, ainsi que d'une cimenterie et des gisements de pierre noire qui peuvent être exploités dans les communes d'Ahnif et Taourith. Lors de cette rencontre, les directeurs de l'exécutif sont passés un à un pour donner l'état des projets qui restent à lancer dans leurs secteurs respectifs, suivis de quelques P/APC qui ont donné un aperçu sur les projets communaux qui souffrent d'un retard de lancement et aussi du représentant des entrepreneurs.

Cependant, la séance ne s'est pas poursuivie jusqu'à la fin, car les débats ont été interrompus par une coupure d'électricité qui a plongé la salle dans le noir.

Amine Han

ANNABA

Des PCD en deçà des attentes

Presque trois mois après son installation à la tête de la wilaya de Annaba, M. Mohamed Ghazi, a appelé au rapport, mercredi dernier, les membres de son exécutif et les 12 présidents d'Assemblée populaire communale.

Chacun, en ce qui le concerne, avait à répondre des projets qu'il avait pour mission de réaliser. Des enveloppes financières colossales avaient été débloquées pour chaque collectivité.

A l'écoute des chiffres avancés par le directeur de la planification et de l'aménagement du territoire, la moisson a été bien maigre à tous les niveaux d'intervention de l'Etat. En parlant de médiocrité du taux de réalisation des plans de développement communaux (plus de 23%) comparativement à celui national (34%) en qualifiant certains de ses collaborateurs d'incapables et en invitant les médiocres à présenter leur demande de mutation, le wali paraissait vouloir exprimer une colère difficilement contenue.

Dans ses propos, l'allusion au dilettantisme

Précisions de la Cnas

L'article paru en page Régions et intitulé la «Cnas en panne» nous oblige à apporter les remarques et éclaircissements suivants :

- Le nouveau système mis en place et que vous avez, à juste titre, déclaré de saut qualitatif dans la modernité a, dans sa mise en œuvre au début de l'opération, entraîné quelques désagréments prévus, attendus et largement compris par les assurés sociaux.

Il s'agissait notamment des virements CCP, qui ont nécessité la collaboration des services régionaux des postes de Constantine, ceux de Mila n'étant pas outillés pour recevoir le support magnétique.

Le retard engendré qui est loin d'atteindre la durée que vous avez indiquée n'a porté que sur les comptes CCP et non bancaires et autres modes de paiement.

Actuellement, tous les virements des dossiers, après traitement des procédures en vigueur, sont faits hebdomadairement vers les comptes de chèques postaux régionaux.

Les prestations ont été de ce fait nettement améliorées et l'opération qui était à un stade «pilote» est ainsi totalement maîtrisée.

Nous ne doutons pas du reste que vous nous accompagnerez dans notre démarche de modernité, en faisant preuve d'objectivité dans l'observance et dans la recherche de l'information à la source.

Dans un souci d'éclairer vos lecteurs, et nos assurés sociaux, nous restons à votre disposition, pour transmettre une information fiable, juste et dénuée de toute surenchère.

Le Directeur

A. Djabali

SOUK-AHRAS

Tension sur les médicaments

Plus de 20 médicaments sont introuvables ces dernières semaines au niveau des officines du chef-lieu de la wilaya de Souk-Ahras. Les pharmaciens n'arrivent plus à satisfaire la demande de certains malades à cause d'une pénurie qui commence à toucher certains produits.

Il faut le dire, la rareté de certains médicaments pour malades chroniques est constatée depuis plus de deux semaines, une crise qui ne dit pas son nom est annoncée au niveau des officines et risque de s'aggraver d'ici quelques jours avec l'épuisement des stocks actuels.

Selon certains pharmaciens, plus de 20 produits toutes classes thérapeutiques confondues ne sont pas disponibles actuellement au niveau des officines, des perturbations provoquées d'une manière constante, des ruptures de stock au sein des pharmacies – la tournée effectuée par notre correspondant au niveau des officines de Souk-Ahras a confirmé ce constat déjà établi par les professionnels du secteur. La liste est longue, à titre d'exemple : l'Insular pour diabétiques, Tégréol pour l'épilepsie, Aspégic nourrisson (fièvre), Loxen (HTA), Mycroval (contraceptif), Diprostène (pour les allergies), Tulgras (brûlés)...

Avant cette problématique, nous nous sommes rapproché d'un groupe de pharmaciens pour avoir leur point de vue sur cette pénurie.

Malheureusement, la majorité n'ont apparemment pas de réponse précise.

Le moins qu'on puisse dire, sachant pertinemment qu'il y aurait une forte demande sur l'insuline et Loxen pour les hypertendus qui se comptent par milliers, c'est que les autorités publiques se trouvent devant une nécessité impérieuse d'œuvrer pour le bien-être et la plénitude des malades chroniques en leur procurant les médicaments nécessaires.

Barour Yacine